

La pénurie du personnel enseignant en immersion française Une perspective pancanadienne

Marie-France Gaumont, M.A. Éducation

Volume 12, numéro 2, printemps 2023

Pénurie du personnel enseignant : une analyse multidimensionnelle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1101210ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1101210ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec

ISSN

1927-3215 (imprimé)

1927-3223 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gaumont, M.-F. (2023). La pénurie du personnel enseignant en immersion française : une perspective pancanadienne. *Apprendre et enseigner aujourd'hui*, 12(2), 32–35. <https://doi.org/10.7202/1101210ar>

Résumé de l'article

Au Canada, un manque criant d'enseignants et d'enseignantes est observé dans les programmes en immersion française (IF) dans toutes les provinces et territoires causé, entre autres, par une augmentation du nombre d'élèves inscrits au rythme de près de 4 % par année depuis plus de 20 ans. Afin de mieux comprendre l'ampleur du phénomène, l'Association canadienne des professionnels de l'immersion (ACPI) a, en 2018, mené une grande Consultation pancanadienne puis, en 2021, a dirigé une enquête visant à chiffrer cette pénurie. Les données sont saisissantes, mais les conséquences de cette pénurie du personnel enseignant en IF sont carrément alarmantes allant d'une réduction de l'offre par manque d'enseignants et d'enseignantes maîtrisant le français à l'assouplissement des critères d'embauche qui pourrait mener à la fragilisation de la qualité du programme.

La pénurie du personnel enseignant en immersion française

Une perspective pancanadienne



MARIE-FRANCE GAUMONT, M.A. Éducation

Marie-France Gaumont est chargée de cours à l'Université d'Ottawa, auteure d'études, consultante en gestion, coordonnatrice de la Table nationale en français langue seconde et stratège en communication auprès d'organisations provinciales et nationales en éducation œuvrant dans les programmes de français langue seconde et de français langue première en situation minoritaire au Canada dont la Table nationale sur l'éducation, l'Association canadienne des professionnels de l'immersion et la Fédération nationale des conseils scolaires francophones.

Au Canada, un manque criant d'enseignants et d'enseignantes est observé dans les programmes en immersion française (IF) dans toutes les provinces et territoires causé, entre autres, par une augmentation du nombre d'élèves inscrits au rythme de près de 4 % par année depuis plus de 20 ans. Afin de mieux comprendre l'ampleur du phénomène, l'Association canadienne des professionnels de l'immersion (ACPI) a, en 2018, mené une grande Consultation pancanadienne puis, en 2021, a dirigé une enquête visant à chiffrer cette pénurie. Les données sont saisissantes, mais les conséquences de cette pénurie du personnel enseignant en IF sont carrément alarmantes allant d'une réduction de l'offre par manque d'enseignants et d'enseignantes maîtrisant le français à l'assouplissement des critères d'embauche qui pourrait mener à la fragilisation de la qualité du programme.

Une question de perspective

J'évolue dans le monde de l'éducation depuis plus de 25 ans. Après quatre années d'enseignement au primaire, j'ai fait le saut vers une pratique de consultante qui m'a permis d'intervenir auprès de centaines d'organisations liées au monde de l'éducation. Après avoir appuyé l'enseignement en français langue première en situation minoritaire, j'ai jeté mon dévolu sur les programmes de français langue seconde (FLS) et, plus particulièrement, celui de l'immersion française (IF).

Les programmes d'immersion française au Canada sont des programmes éducatifs dans lesquels un enfant, dont la langue maternelle n'est pas le français, étudie à l'école en français. Lancés il y a plus de 50 ans et présents dans plus de 2 100 écoles, les programmes d'immersion française desservent aujourd'hui plus 500 000 élèves de la maternelle à la 12^e année. La recherche démontre que l'immersion française est le moyen le plus efficace pour un enfant de devenir fonctionnellement bilingue.

Je me permets donc aujourd'hui d'offrir une perspective pancanadienne à la pénurie du personnel enseignant. Cette perspective se base d'abord sur des études, des enquêtes et des consultations que j'ai eu l'occasion de mener, mais aussi, et peut-être surtout, sur mes expériences de terrain. Deux fois plutôt qu'une, j'ai eu le privilège de visiter de nombreuses villes du pays, de provinces en territoires, pour aller à la rencontre des membres du personnel enseignant, d'élèves du secondaire, de directions d'école, de plusieurs responsables d'organismes et de représentants et représentantes des ministères de l'Éducation œuvrant tous au sein des programmes en immersion française. Ainsi, ce qui suit est une conjugaison de certaines recherches et de maintes observations.

La pénurie en situation minoritaire

Laissez-moi d'abord affirmer que oui, la pénurie du personnel enseignant résonne partout. Au Québec, mais aussi dans toutes les autres provinces et territoires canadiens comme ailleurs dans le monde (Ainley et Carstens, 2018). Aux quatre coins du pays, le manque d'enseignantes et d'enseignants est alarmant. De plus en plus documenté, ce manque devenu pénurie constitue une menace bien réelle à l'offre et à la qualité de certains programmes. En plus de la rareté du personnel enseignant prêt à prendre la relève pour compenser les départs prévus ou non, les écoles francophones hors Québec et les écoles anglophones offrant des programmes de français langue seconde (FLS) doivent composer avec le peu d'enseignantes et d'enseignants maîtrisant le français là où l'anglais est majoritaire.

Les programmes d'immersion française, peinent à trouver des enseignants et des enseignantes maîtrisant le français et, plus rares encore, celles et ceux qui sont formés en pédagogie immersive. Ajoutons à cette double rareté, la situation géographique de certains milieux scolaires sis en régions rurales, nordiques ou très éloignées des grandes villes, ce qui rend le recrutement plus laborieux encore. Et ce, sans parler du sentiment d'isolement vécu par plusieurs enseignantes et enseignants qui en rebute plusieurs.

La croissance des inscriptions comme facteur déterminant

Le contexte de l'immersion française est particulier. Pendant que les inscriptions dans les écoles anglophones sont en baisse depuis quelques années, celles des **programmes en immersion française ont connu une hausse de 75% entre 2001 et 2019, soit une augmentation de près de 4% tous les ans depuis plus de 20 ans** (Statistique Canada, 2022a). La popularité de ces programmes offerts partout au pays (y compris au Québec, exception faite du Nunavut qui offre plutôt un programme intégrant les langues inuites) ne se dément pas alors que la maîtrise des deux langues officielles est de plus en plus valorisée par les familles canadiennes. En suivant la courbe démographique projetée par Statistique Canada (Statistique Canada, 2022b) tout porte à croire que ce gain en popularité se poursuivra au moins jusqu'en 2031. Avec une telle augmentation du nombre d'élèves, pas étonnant que les affichages de postes en enseignement en IF montent en flèche et que les activités de recrutement foisonnent.

Bien qu'il se soit amplifié pendant la pandémie, le phénomène de pénurie d'enseignantes et d'enseignants en immersion française et en français langue seconde n'est pas nouveau. Déjà, en 2018, l'Association canadienne des professionnels de l'immersion (ACPI), regroupant les enseignants des programmes en IF du pays, publiait les résultats d'une consultation pancanadienne qui identifiait cet enjeu comme l'un des plus importants vécus par les près de 1 000 participants à l'enquête (ACPI, 2018). Au moment de sa publication, toutes les provinces et les territoires faisaient état d'une rareté généralisée d'enseignantes et d'enseignants qualifiés, à l'exception du Québec et des Territoires-du-Nord-Ouest qui, à cette époque, semblaient trouver facile de recruter des enseignantes et des enseignants en immersion française (ACPI, 2018). Depuis, les choses ont bien changé alors que toutes les provinces et les territoires sont aux prises avec une pénurie affirmée d'enseignants et d'enseignantes qui, selon plusieurs études récentes, ne fait que s'amplifier.

L'ampleur de la pénurie en immersion française

L'une de ces études a été commandée par l'ACPI et cherchait à évaluer l'ampleur du phénomène en chiffrant la pénurie d'enseignants et d'enseignantes en IF au Canada en général puis dans chaque province et territoire (à l'exception du Nunavut). Cette enquête avance que près de la moitié (42%) des écoles offrant un programme en IF sont en situation de pénurie de personnel enseignant à temps plein (ACPI, 2021).

Cette donnée a été récoltée auprès d'un échantillon de 26% des écoles qui offraient des programmes en immersion française en 2021. Faits intéressants: 51% des écoles de l'échantillon ayant reconnu une situation de pénurie évoluent en milieu rural et 40% en milieu urbain; les écoles primaires (prématernelles à 8^e année) sont plus nombreuses que les écoles secondaires (9^e à 12^e) à vivre en situation de pénurie et près de 50% des écoles du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de la Saskatchewan représentées affirment être en situation de pénurie (ACPI, 2021).

On estime donc que pour l'année scolaire 2020-2021, le **manque d'enseignants équivalent temps plein (ÉTP) en IF se situait entre 1 000 et 1 400**. Les écoles ayant confirmé une pénurie d'enseignants et d'enseignantes en IF lors de l'étude rencontrent, quant à elles, un manque avéré de 1,58 enseignant par école. Ces calculs ne font toutefois pas état du personnel au statut précaire ou ayant une autorisation temporaire d'enseigner ce qui, à l'évidence, aurait pour effet de gonfler un peu plus ces nombres déjà impressionnants.

Quelques angles morts de la pénurie

Malgré ces données qui peignent les grands traits de la situation préoccupante dans laquelle les écoles d'immersion française évoluent, il importe de mentionner que les études sur la pénurie font face à une **grande difficulté d'accès à des données administratives fiables et compilées annuellement** par les conseils scolaires ou les ministères de l'Éducation. Bien que des organisations se soient unies afin de développer une infrastructure de données évolutive pancanadienne¹ d'ici le 31 mars 2024 afin de compiler et de conserver les données relatives à la pénurie d'enseignants et d'enseignantes (langue française en contexte minoritaire [FLP] et langue seconde [FLS]), il n'existe, pour l'instant, aucun système, aucune obligation, ni aucune uniformisation des données disponibles.

De plus, selon certains ministères de l'Éducation qui ont cherché à quantifier la pénurie dans leur province, celle-ci pourrait être beaucoup plus importante qu'estimée dans le cadre de l'étude produite par l'ACPI en 2021. À titre d'exemples, l'Ontario, à elle seule, aurait besoin de 1 050 nouveaux enseignants ou enseignantes francophones (FLP et FLS) par an pour les cinq prochaines années. Dans le milieu, on soutient que **certains territoires et provinces du pays auraient besoin de deux à trois fois plus d'enseignants et d'enseignantes en immersion française qu'estimé** dans l'étude.

Vient ensuite un phénomène particulier de roulement de personnel observé par plusieurs directions d'écoles offrant des programmes en IF. L'embauche de personnel enseignant au statut permanent étant facilitée vu l'ampleur du manque, **plusieurs membres, fraîchement diplômés, obtiennent l'un de ces postes pour se garantir une permanence** dans un conseil scolaire puis, dès leur deuxième année, demandent à être mutés vers les programmes anglophones laissant derrière eux un poste de plus à combler. Ce phénomène s'explique, bien sûr, par l'attrait d'un poste permanent dans un contexte où l'entrée dans la profession est parfois

précaire. S'ajoutent à cette explication les **conditions de travail jugées difficiles dans les classes d'IF** alors que les ressources pédagogiques doivent bien souvent être traduites ou adaptées pour des élèves en apprentissage du français comme langue seconde. Rappelons également la réalité parfois inconfortable pour qui enseigne en français dans une école anglophone, avec une direction d'école ne parlant généralement que l'anglais et bénéficiant de perfectionnement offert en anglais seulement.

Prenons aussi **les difficultés des universités à combler les places disponibles dans les programmes en éducation** comme vecteur de la pénurie. Entre 2010 et 2018, Statistique Canada (2022 c) a noté une baisse de 18% des inscriptions dans un programme en éducation (de 61 000 à 50 304 inscriptions). Une légère remontée est observée en 2021, avec 54 402 inscriptions. Une enquête commandée par l'ACPI et qui sera publiée plus tard ce printemps, permet d'identifier les facteurs responsables de ces difficultés. Notons entre autres, le taux de diplomation, le peu de valorisation de la profession enseignante, le manque de capacité interne à recruter, la perception de difficulté quant aux tests d'évaluation des compétences linguistiques en français et l'obligation, imposée par plusieurs universités canadiennes, de compléter un premier baccalauréat avant l'admission au programme en éducation ce qui prolonge considérablement la durée des études. Des facteurs qui ont souvent raison de la motivation des candidats et candidates à soumettre une demande d'admission.

Se donner les moyens d'atténuer la pénurie

À l'évidence, la situation est complexe. Les quelques éléments évoqués ici ne sont que la pointe de l'iceberg d'une problématique qui inquiète le milieu de l'enseignement immersif en français. On se soucie du **défi toujours plus grand de répondre à la demande des parents** en recrutant suffisamment d'enseignants et d'enseignantes pour offrir à leurs enfants un programme leur permettant d'apprendre le français comme langue additionnelle ou seconde et pour éviter la fermeture de classe. On s'inquiète aussi d'assister à une **baisse de la qualité des programmes en IF si les nouvelles recrues ne détiennent pas les compétences linguistiques nécessaires**. On est également préoccupé par **l'assouplissement des critères d'embauche** qui, au moment d'écrire ces lignes, permettent à toute personne diplômée d'un baccalauréat en éducation, obtenu en anglais ou en français, d'être titulaire d'une classe en IF sans exiger une qualification particulière en pédagogie immersive en français. On craint également de **perdre la force que constitue le programme en IF pour atteindre la cible du gouvernement** quant au nombre de Canadiennes et de Canadiens bilingues d'ici 2030.

Malgré tout, la grande communauté de l'immersion française au Canada demeure active, positive et créative. Les nombreux partenaires se donnent réellement les moyens de changer la donne en initiant des moyens novateurs pour valoriser la carrière d'enseignant en immersion française, pour recruter de nouveaux candidats et pour retenir ceux déjà en poste.

Pour en savoir plus:

- www.tnfls-ntfsl.ca
- www.acpi.ca

¹ Pour plus d'informations sur cette initiative, voir le document suivant: <https://www.cdnsba.org/fr/fsl-teacher-shortage/>

Références

- ACPI. (2018). Rapport final: consultation pancanadienne. *Le journal de l'immersion*, 40 (2). https://www.acpi.ca/wp-content/uploads/2020/05/Vol40_n1_Printemps_2018_final_fr_web-1.pdf
- ACPI. (2021). *La pénurie du personnel en immersion française et en français langue seconde. Rapport de l'étude*. https://www.acpi.ca/wp-content/uploads/2021/11/Socius_Étude-Pénurie_IF-et-FLS_2021-11-02_avec-questionnaire-1.pdf
- Ainley, J. et Carstens, R. (2018). *Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) : cadre conceptuel*. OCDE. <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/85ec78d8-fr.pdf?expires=1678119438&id=id&accname=guest&checksum=BC81C3C0FCE8E90875079FC894C70D1C>
- Statistique Canada. (2022a). *Tableau 37-10-0009-01 Nombre d'élèves dans les programmes de langues officielles, écoles primaires et secondaires publiques, selon le type de programme, l'année d'études et le sexe*. DOI: <https://doi.org/10.25318/3710000901-fra>
- Statistique Canada. (2022 b). *Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires : tableau de bord interactif*.
- Statistique Canada. (2022 c). *Tableau 37-10-0163-01 Effectifs postsecondaires, selon la Classification internationale Type de l'Éducation, le type d'établissement, la Classification des programmes d'enseignement, regroupements STGM et SACHES, le statut de l'étudiant au Canada, le groupe d'âge et le genre de la personne*. DOI: <https://doi.org/10.25318/3710016301-fra>
- Le Groupe de travail sur la pénurie des enseignantes et enseignants dans le système d'éducation en langue française en Ontario. (2021). *Rapport sur la pénurie des enseignantes et enseignants dans le système d'éducation en langue française en Ontario*. <https://files.ontario.ca/edu-report-on-shortage-teachers-french-language-education-system-fr-2021-06-17.pdf>